

ARÇHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Illustration Olivier Bonhomme

AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

ISRAËL/PALESTINE

Des femmes pour la paix

Les mouvements de paix féminins *Women Wage Peace* d'Israël et *Women of the Sun* de Palestine restent unis de manière inébranlable, même après le 7 octobre, malgré toute la douleur et la souffrance qu'ils ont subies. Ensemble, leurs membres restent concentrées sur leur objectif d'obtenir la fin de l'effusion de sang, le retour des otages et des négociations de paix bilatérales afin d'obtenir et de préserver une vie dans la paix, la sécurité, l'égalité et la justice pour les générations futures. C'est dans ce but qu'elles ont lancé l'Appel des mères, invitant toutes les femmes et les personnes du monde entier à se joindre à elles.

Depuis des années déjà, des femmes israéliennes et palestiniennes s'engagent ensemble pour la paix dans leur région. En octobre 2016, des milliers d'entre elles ont marché pendant deux semaines à travers le désert pour réclamer une fin du conflit non violente et acceptable pour les deux parties. En 2017, le *Journey to Peace* a réuni 30.000 participant·es et, en 2022, le Pacte de partenariat officiel entre *Women Wage Peace* (écharpe bleue) et son organisation sœur palestinienne *Women of the Sun* (écharpe jaune) a été signé.

Pour leur engagement unique, les deux organisations ont récemment reçu à Cologne le prestigieux prix Günter Wallraff pour la liberté de la presse et les droits humains. Les chanteuses Meera Eilabouni et Yael Deckelbaum ont reçu le prix au nom de *Women of the Sun* et *Women Wage Peace*. Dans un court clip vidéo sous-titré en anglais et en espagnol, des voix

individuelles de participantes s'expriment sur le partenariat historique. Nous publions ci-dessous l'intégralité de l'*Appel des mères*, qui peut être signé en plusieurs langues sur le site web de *Women Wage Peace**

Appel des mères

Nous, femmes palestiniennes et israéliennes de tous horizons, sommes unies dans le désir humain d'un avenir de paix, de liberté, d'égalité, de droits et de sécurité pour nos enfants et les générations à venir. Nous sommes convaincues qu'une grande partie des habitant·es de nos deux nations partagent ce souhait.

Nous demandons que nos chefs d'État et de gouvernement répondent à notre appel et entament immédiatement des pourparlers et des négociations de paix. Nous demandons qu'une solution politique soit trouvée dans un délai limité à ce long et douloureux conflit.

Nous appelons les peuples des deux nations – palestinien et israélien – ainsi que les peuples de la région à se joindre à notre appel et à manifester leur soutien à la résolution du conflit.

Nous appelons les femmes du monde entier à nous soutenir, pour un avenir de paix, de sécurité, de prospérité, de dignité et de liberté pour nous-mêmes, nos enfants et les populations de la région.

Nous appelons les personnes de paix du monde entier, jeunes et moins jeunes, les leaders religieux, les personnes d'influence, les chef·fes de communauté, les éducateur·trices, toutes celles et ceux qui ont cette question à cœur à se joindre à notre appel.

Nous invitons nos dirigeant·es à entendre la voix et la volonté des deux peuples de résoudre le conflit et de parvenir à une paix inclusive et juste. Nous, les femmes, nous nous efforçons de jouer un rôle actif dans le processus de négociation; jusqu'à ce qu'une solution fructueuse soit trouvée, conformément à la résolution 1325 de l'ONU.

Nous appelons nos dirigeant·es à faire preuve de courage et de vision afin de réaliser ce changement historique auquel nous aspirons toutes. Nous nous unissons dans la détermination et le partenariat pour redonner de l'espoir à nos peuples.

Women Wage Peace et *Women of the Sun*

* <https://www.womenwagepeace.org.il/en/mothers-call/>

Vivre malgré tout

Un voyage à Kharkiv et dans le Donbass en mai 2024, Première partie.

Traverser l'Ukraine durant la deuxième quinzaine de mai est un grand privilège: des jours de route sur des routes étonnamment bonnes à travers des paysages fleuris et variés, des villages amoureuxment entretenus, des parterres de fleurs luxuriants devant des maisons modestes et des mégapoles avec des parcs immenses et une architecture passionnante.

Les immenses champs de blé et de tournesols sur ces terres noires, toujours citées, ne sont pas aussi monotones qu'on pourrait le croire. Nous n'avons vu des champs minés et donc non cultivés que dans les environs d'Izioum, au sud-est de Kharkiv. Après 3500 km et de nombreux entretiens, l'impression générale qui se dégage n'a pas grand-chose de commun avec les reportages de guerre internationaux.

Nous sommes parti·es à trois pour emmener un minibus plein de bon matériel de bricolage et de dessin à des initiatives qui travaillent avec des enfants dans le Donbass. Des ami·es l'avaient collecté en Allemagne, y compris un petit générateur électrique. À cela nous avons ajouté quelques centaines de litres de notre jus de pomme des Carpates. Nastya Malkyna et Genia Koroletov¹ sont des artistes de Louhansk qui ont dû fuir leur maison par deux fois, en 2014 et en 2022, et vivent depuis chez nous à Nijnié Selichtché, tout à fait à l'ouest de l'Ukraine. Iels ont cofondé la Luhansk Contemporary Diaspora, un réseau d'artistes d'avant-garde. Depuis 2022, iels organisent des ateliers avec des enfants de la guerre dans le Donbass et ailleurs. Iels les incitent à dessiner leur lieu préféré et enregistrent les histoires qui s'y rapportent. Il en résulte une collection de petites œuvres d'art, de souvenirs et de destins personnels.

Ce voyage devait lui aussi se terminer par un atelier de ce type dans la petite ville de

Sviatohirsk (oblast de Donetsk, à 30 km du front). Malheureusement, il a dû être annulé à la dernière minute. L'administration militaire avait interdit à court terme tout rassemblement public, de crainte d'une offensive russe imminente. Le troisième passager du minibus est l'auteur de cet article, musicien et producteur de cidre et d'autres produits dérivés de la pomme au sein de la coopérative autogérée Longo maï en Ukraine. Nos origines différentes ont rendu d'autant plus passionnants nos échanges d'impressions pendant le voyage.

Accoutumance ou fatigue?

Après 27 mois de guerre et aucune fin en vue, il y a une certaine accoutumance, mais il y a aussi des changements. Sophie, une jeune activiste à Kharkiv qui parle souvent avec des soldat·es, a fait part de son sentiment que la guerre pourrait durer encore 100 ans, et cet état d'esprit est très répandu. Mais personne ne nous a communiqué un désir de capituler.

Les destructions du système électrique ukrainien de ces derniers mois sont catastrophiques. Nous sommes au début de l'été et il y a déjà des longues coupures plusieurs fois par semaine dans toutes les régions. Quelques fois elles sont annoncées, d'autres fois non. Le premier soir de notre voyage, nous étions invité·es chez des amis à Kyiv, iels habitent sur la rive gauche du Dniepr, au 14^e étage. Monter les escaliers à pied nous a bien dégourdi·es après

une longue journée en voiture, les personnes fragiles en sont pour leurs frais. Heureusement, chez elleux, la pression de la conduite d'eau est suffisante même en cas de panne de courant, ce qui permet d'utiliser les toilettes, ce qui n'est pas le cas partout. Depuis longtemps, nos ami·es ignorent l'alerte aérienne, déclenchée presque quotidiennement pendant la nuit ou au petit matin. Kyiv est relativement bien protégée, mais les débris de missiles ou de drones peuvent aussi causer des dégâts parfois mortels. Les spéculations vont bon train sur la manière dont l'Ukraine pourra passer l'hiver prochain avec seulement un tiers de la puissance électrique nécessaire.

Lors de notre voyage, la loi sur la mobilisation venait tout juste d'entrer en vigueur. Au 18 mai, tous les Ukrainiens âgés de 18 à 60 ans avaient un délai de deux mois pour se manifester auprès des bureaux de recrutement. C'est là que l'on détermine s'ils sont aptes au service militaire ou s'ils ont une autre raison de ne pas être enrôlés. Ceux qui ne le font pas sont punissables, leurs droits de citoyens seront limités. Des millions d'Ukrainiens potentiellement conscrits ne sont pas encore enregistrés par l'armée. De fait ils se cachent et risquent, en cas de contrôle, un enrôlement immédiat. De nombreux hommes semblent craindre la police militaire ukrainienne plus que l'armée russe, et ils ne sortent presque jamais de chez eux. Le père d'un camarade de classe de mon fils s'est noyé en essayant de traverser la rivière frontalière Tisza, tout comme des dizaines d'autres. D'un autre côté, de nombreux hommes profitent de la possibilité de s'inscrire volontairement dans des unités de bonne réputation pour y être formés et engagés en fonction de leurs qualifications personnelles. Ils évitent ainsi d'être envoyés au front de manière arbitraire et chaotique après une courte formation, pour boucher des trous.

Kharkiv

Nous avons atteint la ville de deux millions d'habitanti·es, notre première destination, après un voyage de deux jours. Quinze jours auparavant, les Russes avaient lancé une grande attaque sur la région frontalière au nord de Kharkiv, occupant près de 200 kilomètres carrés en quelques jours. En conséquence, à notre arrivée dans la ville, notre système de navigation nous faisait toutes sortes de folies. La deuxième ville d'Ukraine, située à seulement une trentaine de kilomètres de la frontière russe, ne ressemble à aucune autre et les préjugés sont – ou étaient – nombreux: le pouvoir local y serait encore plus corrompu qu'ailleurs en Ukraine, elle serait pro-russe et la population arrogante. D'un autre côté, les universités de la ville sont considérées comme les meilleures du pays, en particulier dans les domaines techniques et scientifiques, et la ville joue un rôle pionnier dans les domaines de l'architecture et de la photographie, par exemple.

À Kyiv, nous avons rencontré une jeune volontaire de Kharkiv, Anna Nahorna. Après le début de la guerre, elle a abandonné son métier

PROJECTION

Ukraine - Le film «Au milieu du chaos»

Depuis l'indépendance du pays en 1991, le FCE, en collaboration avec le mouvement coopératif européen Longo maï, a établi des contacts directs en Ukraine et travaille aujourd'hui avec différentes initiatives de la société civile. Celles-ci s'engagent désormais principalement en faveur des évacuations, des réfugié·es internes, des prisonnier·es de guerre, des victimes traumatisées de la guerre ainsi que des questions écologiques.

Longo maï a mis en place une coopérative agricole, où des Ukrainien·nes et des Européen·nes de l'Ouest vivent et travaillent ensemble, en Transcarpatie (Ukraine occidentale). Cette coopérative promeut le développement rural et installe des déplacé·es internes de la guerre dans le village de Nijnié Sélichché. Un film réalisé par une équipe de télévision française montre comment les coopérateur/trices de Longo maï réagissent à la guerre, quelles questions iels se posent et ce qu'ils ont entrepris: «Au cœur du chaos - Longo maï», 53 min, en français avec sous-titres en allemand (France-tv, 2022).

Nous recommandons volontiers ce film à d'autres personnes et souhaitons inviter nos lecteur/trices à organiser une projection dans leur cercle (voir carte ci-jointe) ou à participer à un événement existant (à partir de début septembre sur: www.forumcivique.org). Des représentant·es de Longo maï et du FCE, qui se rendent régulièrement en Ukraine et participent au suivi des projets, seront présent·es lors des projections et feront le point sur la situation actuelle, avant d'engager un échange de vues avec les spectateur/trices.

Après bientôt deux ans et demi de guerre, nous ne devons pas nous y habituer. Les séances de cinéma servent à ne pas s'abrutir et à trouver ensemble des points de repère pour continuer à soutenir les populations là-bas.

L'équipe de rédaction

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tél: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

de manager en marketing et a créé avec des amies l'ONG *Mental Recovery*. Lorsqu'elle parle de son travail actuel et du mouvement bénévole à Kharkiv, elle rayonne littéralement de conviction et d'enthousiasme. Selon elle, les réseaux de bénévoles à Kharkiv dépassent en dynamisme tout ce qui existe en Ukraine. La coopération entre les autorités, les services d'urgences et les initiatives privées serait très efficace, car la municipalité a rapidement compris qu'elle serait totalement dépassée sans les ONG. Durant les premiers mois de la guerre, Anna a aidé les personnes qui fuyaient les zones occupées par les Russes. Déjà

là, aux points dits de filtration, tout le monde travaillait ensemble, les services sociaux et les services secrets, les petites et les grandes ONG. Avec le temps, l'équipe de femmes autour d'Anna et de sa collègue Sophie (que nous avons encore rencontrée à Kharkiv) est parvenue à la conviction que le traitement immédiat des personnes traumatisées par la guerre était une priorité, afin d'éviter que de plus en plus de personnes ne deviennent des handicapés psychiques, comme elle les appelle. Systématiquement, elles recherchent surtout les femmes et les enfants qui ont subi les coups les plus durs, surtout après la mort du père de famille ou d'autres proches. Avec son équipe, Anna organise des camps de réhabilitation dans les Carpates, avec un suivi psychologique et psychiatrique intensif. Elle permet à ces personnes de bénéficier d'un soutien psychologique aussi après les camps et estime que celui-ci devrait même être obligatoire.

«Nous considérons que l'une de nos tâches les plus importantes est de dé-stigmatiser la psychothérapie. Les gens en ont vraiment peur. Mais il est très important que ces familles continuent à bénéficier d'un suivi thérapeutique après le camp, c'est-à-dire qu'elles participent encore au moins à dix séances. Pour cela, nous devons en premier lieu gagner la confiance des familles. Nous pensons également à des excursions communes. Nos familles viennent principalement de la région de Kharkiv. Mais actuellement, les rencontres dans ou près de la ville ne sont pas sûres. Nous pensons plutôt à aller plus à l'intérieur du pays. Nous ne devons surtout pas mettre les enfants en danger, il y a des endroits magnifiques dans la région de Poltava, ce n'est pas loin, mais c'est sûr.»

Elle ajoute: «Les rapports sur les succès obtenus lors des camps de deux semaines, avec à chaque fois 25 enfants et 25 adultes de leur famille, sont encourageants. Nous observons très attentivement la manière dont les enfants changent pendant et après les camps. Iels commencent à communiquer entre eux et, si tout se passe bien, iels retrouvent un rythme de vie plus ou moins régulier. Nous avons eu quelques enfants qui vivent ensemble dans des logements pour réfugiés. Pendant le camp,



Voldemort sous les traits de Poutine, graffiti de Kawu, Pologne

iels ont commencé à se parler, et continuent à le faire aussi plus tard.»

Sur les gens qui continuent à vivre comme si de rien n'était et sur le besoin de dialogue Anna dit: «J'ai beaucoup de collègues et d'amies de mon ancienne vie qui vivent presque exactement comme avant. Je ne les juge pas, il faut aussi des gens qui continuent leur train-train ordinaire. Pour ces personnes, tout va bien, les cafés et les restaurants sont ouverts, on peut commander des repas et des marchandises en ligne, travailler et gagner de l'argent, tout simplement. Mais nous avons absolument besoin de plus de dialogue. Un dialogue entre les bénévoles et celles et ceux qui s'accrochent à leur vie normale, et un dialogue entre les activistes, les personnes qui se limitent à supporter l'effort de la guerre financièrement et les institutions publiques. Car beaucoup de problèmes viennent du fait que chacun vit dans sa bulle.»

«Notre société risque d'éclater en différents groupes qui ne se comprennent pas. Les combattant-es reviennent dans leur famille avec leurs traumatismes, iels s'y sentent complètement incompris-es et ne peuvent se confier à personne. En ce qui concerne les personnes qui ont vécu sous l'occupation et qui ont peut-être collaboré dans une certaine mesure, nous avons déjà eu de bonnes expériences après la libération des régions à l'est de Kharkiv et à Kherson, et je dirais que notre société a plutôt bien géré la situation. Bien sûr, il y a des questions désagréables, pourquoi n'avez-vous pas fui quand c'était possible, pourquoi avez-vous continué à exercer l'un ou l'autre métier. Mais il me semble que dans l'ensemble, il y avait une assez grande tolérance.»

Dans la cuisine de l'enfer

À Kharkiv, nous avons d'abord visité la cuisine bénévole *Hell's Kitchen*². Son fondateur, Ihor Horoshko, a travaillé pendant 27 ans dans le développement de logiciels, encore récemment il dirigeait une société informatique dont le siège se trouvait à Kharkiv avec des succursales à Kyiv et à Prague. Pendant les premiers jours de la guerre, il a rencontré par hasard une cuisinière professionnelle dans un abri. Avec un ami logisticien, ils ont lancé peu après la *Hell's Kitchen*. La première cuisine et

boulangerie a vu le jour à Voltchansk, au nord de Kharkiv, et a été détruite lors de l'offensive russe récente. Depuis le début de la guerre, Ihor et sa femme ont pris cinq jours de congé. Avec une équipe de bénévoles venus du monde entier, iels préparent 1000 à 2000 repas par jour, approvisionnent les hôpitaux, les soldats sur le front et d'autres personnes dans le besoin. Après l'attaque russe du mois de mai, les besoins dans les hôpitaux qui traitent les soldats et les civils blessés se sont multipliés.

Ihor dégage une détermination tranquille. Il ne veut pas quitter Kharkiv et sait qu'il ne survivrait pas à une occupation russe. D'un autre côté, il est convaincu que les Russes ne peuvent ni prendre, ni même encercler Kharkiv. Il critique en douceur le comportement imprudent de nombreuses personnes qui ont quitté Kharkiv pendant les premiers mois de la guerre et qui sont revenues plus tard, il estime leur nombre à un million. Comme iels n'ont pas connu les tirs quotidiens, la menace est trop abstraite. En revanche, celles et ceux qui ont vécu assez longtemps sous les bombardements auraient intériorisé les réflexes nécessaires, iels ne s'attardent pas inutilement à l'extérieur.

Outre le projet de cuisine, Ihor a une autre priorité: avec quelques ingénieurs, iels ont construit un prototype de robot de déminage, un petit véhicule à chenilles. L'appareil est conçu pour le déminage des mines antipersonnel et son prix unitaire de 20.000€ est exceptionnellement bas. Il devrait bientôt être produit en série.

Je n'ai présenté ici que quelques-unes des personnes avec lesquelles nous avons parlé pendant notre voyage. Malgré la diversité des engagements et des histoires personnelles, nous avons remarqué une constante. Les gens se disent certes fatigués, mais ils ne donnent pas l'impression d'être abattus et ne se plaignent pas de leur sort.

Je vous parlerai des autres dans la suite de cet article, à paraître dans le prochain *Archipel*.

Jürgen Kräfner
membre FCE – Ukraine

Voir *Archipel* 323, mars 2023 «Lettre de Nijné Sélichtché», de Jürgen Kräfner.
2. <https://www.volunteeringukraine.com/en/volunteer-opportunities/hells-kitchen>

Le Maroc d'émigration et d'immigration

Nous nous sommes rendues au Maroc, à Rabat plus exactement, pour une nouvelle visite à nos ami·es de l'Arcom (Association des Communautés Migrantes au Maroc). C'est toujours l'occasion de s'informer sur l'évolution de la situation des migrations, quelles que soient leurs directions. Le Maroc, pays de transit, est aussi un pays d'émigration, un relais vers le rêve européen. Les migrations Sud-Nord deviennent dès lors des migrations Sud-Sud-Nord, plus complexes. Ce qui ne l'empêche pas de jouer le rôle de «gendarme des migrations» au bénéfice de l'Union européenne. On ne sait plus où donner de la tête!

Nombre de fidèles lecteurs et lectrices d'Archipel en ont déjà entendu parler, se sont intéressé·es et ont soutenu les lieux de refuge que cette association offre aux femmes et à leurs enfants échoué·es au Maroc dans des conditions extrêmes.

Aujourd'hui, l'Arcom gère trois foyers: un financé par l'OIM (Organisation Internationale pour (sic) les Migrations) et les deux autres le sont par les soins du Forum Civique Européen qui a secouru, *in extremis*, ces deux foyers quand Médecins du Monde est arrivé au terme des financements attribués.

Ces trois foyers accueillent une vingtaine de femmes et leurs jeunes enfants. Chacune a la possibilité d'y séjourner 3 mois et les femmes qui y accouchent peuvent y rester 5 mois, si elles le désirent, pour un temps de convalescence rarement accordé dans leur situation. Leur offrir cette possibilité c'est leur octroyer un temps, malheureusement encore trop court, pour se reposer d'un voyage éprouvant, pour d'autres de périodes de vie dans la rue ou chez des employeurs abusifs, tant au niveau du travail que du corps.

Elles n'ont pas toutes l'objectif de rejoindre l'Europe et, pour celles qui voudraient s'installer au Maroc, c'est l'occasion de s'informer sur une éventuelle intégration socio-professionnelle qui malheureusement, à l'heure actuelle, relève du défi.

Aujourd'hui, les foyers sont majoritairement occupés par des femmes venues de la Côte d'Ivoire. Des réseaux de trafiquants leur proposent un emploi soi-disant «correctement» payé. Le contrat: un emploi contre le remboursement des frais de voyage, avec un pourcentage bien sûr. À l'arrivée on leur retire leur passeport pour les bloquer, elles sont placées dans des familles comme employées de maison ou sur de grandes exploitations maraîchères comme on en trouve à Dakhla dans le sud marocain. Pour la grande majorité, elles sont surexploitées et vivent dans des conditions d'esclaves. Certains témoignages font froid dans le dos! Lorsqu'elles se révoltent, n'en pouvant plus de travailler vingt heures sur vingt-quatre, elles sont jetées à la rue et pas question de récupérer leur passeport sans remboursement. Il faut donc parfois aller se prostituer ou trouver d'autres travaux éreintants pour arriver à la somme due! Ce trafic peut être qualifié de traite humaine, ce qui est normalement pris en considération par le HCR (Haut commissariat aux Réfugié·es). C'est l'organisme qui, au Maroc, est en charge des demandeur·euses d'asile mais visible-

ment, au yeux des responsables du HCR, leur cas ne relève pas de cette catégorie de protection; nous n'avons pas trouvé de femmes dans cette situation spécifique, témoignant d'une protection quelconque. Elles sont donc livrées en pâture à toutes sortes de prédateurs et pour beaucoup poussées à traverser la Méditerranée parce que rentrer au pays n'est pas envisageable quand on a déjà fait une partie de la route.

Maroc pays d'émigration

Sur 32 millions de Marocain·es, 10 % vivent aujourd'hui à l'étranger. Cette émigration trouve son origine dans une croissance démographique qui, si elle a sensiblement ralenti depuis 20 ans, reste élevée: +1 % par an. L'Union européenne est, en effet, un foyer d'immigration majeur pour le Maroc. Avec les enclaves espagnoles de Ceuta et de Mellila au Maroc, la présence des îles espagnoles des Canaries à une centaine de kilomètres du littoral atlantique marocain, et du fait de l'étroitesse du détroit de Gibraltar (15 km), les phénomènes de proximité et l'histoire coloniale de ce pays jouent à plein. 85 % des Marocain·es qui résident à l'étranger habitent en Europe (chiffres variables selon les sources): 1,2 million en France, 550.000 en Espagne, 380.000 en Italie, 280.000 aux Pays-Bas, 130.000 en Allemagne. Loin derrière, avec 9 %, viennent les pays du golfe Persique, dont les forts besoins en main-d'œuvre drainent des travailleur·euses de tout le monde arabe, puis le continent américain, avec 6 %.

L'effet sur l'économie marocaine est positif, même s'il n'est pas univoque. Les remises (sommes d'argent transférées par les travailleur·euses immigré·es au pays), qui représentent souvent plus du quart de leur revenu, équivalent au total à 10 % du PIB marocain. Cet argent (environ 5 milliards d'euros par an) est majoritairement consommé et investi au Maroc. Cette émigration permet également de soulager une économie encore assez fortement affectée par le chômage et le sous-emploi (9 %, mais plus de 20 % chez les jeunes de 15-24 ans). Toutefois, elle prélève également du capital humain de plus en plus qualifié, aujourd'hui presque 16 %, ce qui est fort regrettable au vu des besoins d'organisation et/ou de modernisation de certains secteurs publics et économiques.

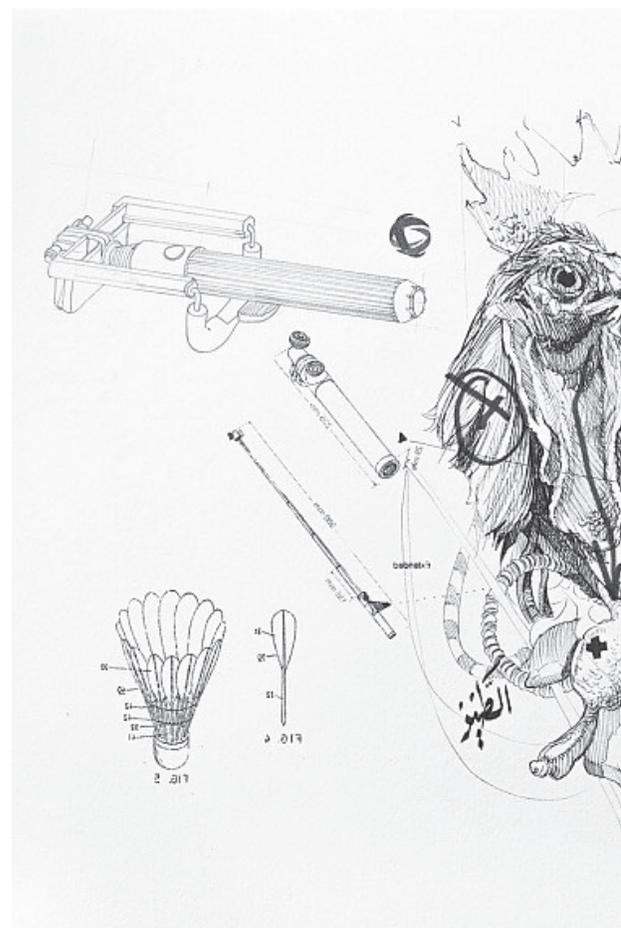
La région du Rif, au nord du pays, a fourni près du tiers de l'ensemble des émigré·es. On estime que 40 % de la population rifaine a quitté le pays pour l'Europe. C'est énorme!

Ces dernières années, le renforcement des contrôles aux frontières de l'espace Schengen, la fermeture militarisée des enclaves espagnoles, la multiplication des patrouilles maritimes ainsi que la création de l'agence Frontex en 2004, ont sérieusement entravé toutes les personnes qui souhaitent se rendre en Europe. Les Marocain·es ne font pas figure de privilégié·es dans ce cas. La politique d'externalisation de l'asile imposant par divers moyens aux pays méditerranéens de jouer le rôle de pays de rétention pour les migrant·es n'a pourtant toujours pas fait ses preuves en regard du nombre croissant d'arrivées, tant en Italie qu'en Grèce et qu'en Espagne. En revanche, on ne cesse de le constater et de le répéter, elle ne fait qu'augmenter les dangers et les trafics liés à la migration.

Des enfants dans les rues des capitales européennes

On parle peu de l'émigration des jeunes Marocains qui fuient un contexte social difficile. C'est pourtant une réalité: depuis le début de l'année, 160 jeunes marocain·es sont arrivés à Ceuta, pour beaucoup à la nage. Les perspectives économiques médiocres ont fini de les persuader de «*tenter le riski*», comme ils disent. Comprendre: rejoindre l'Europe, planqué·es dans un camion, voire entassé·es sur une *patera*, la barque qui sert à franchir le détroit de Gibraltar. Certain·es meurent en route. Les autres, arrivés en Espagne, s'y installent parfois. Mais le plus souvent, iels continuent à circuler: France, Belgique, Pays-Bas, Allemagne... Au gré des législations locales et de leurs failles, des liens qu'ils tissent ici et là, iels se déplacent, compliquant d'autant leur suivi.

Parfois très jeunes (10 ans), sans attaches familiales en Europe, polytoxicomanes, sans-abri et ultra violents. Vols à l'arraché, agres-



sions, cambriolages, deal de toutes sortes de substances leur permettent de ne pas mourir de faim, de s'offrir quelques fringues à la mode pour des selfies envoyés sur les réseaux sociaux et prouvant à leurs ancien·es camarades resté·es au pays qu'ils n'ont pas fait «fausse route». Ils ne feront pas état de la violence, de la misère, de la rue, de leur vie en voie de clochardisation. Leur situation est terrible et peu d'associations ou d'éducateur·rices de rue arrivent à les aborder pour les aider à trouver d'autres voies.

Contradictions et soutiens concurrentiels

Aujourd'hui, ces paradoxes liés à la misère, au déclassement et aux violences que subissent toutes ces personnes en recherche d'une vie meilleure multiplient les difficultés d'agir dans des contextes très contradictoires. Il nous a été reproché, à plusieurs reprises, de venir en aide aux personnes noires en migration alors qu'au Maroc, la misère est bien présente, même si Rabat «la royale» se pare de richesses clinquantes pour être reconnue dans sa superbe. L'écart riche/pauvre, même s'il existe dans tous les pays du monde, y est particulièrement criant.

Loin de nous l'idée de mettre en concurrence les différentes pauvretés, nous ne pouvons pas être sur tous les fronts et celui de la migration reste, pour le moment, notre priorité. Les personnes déracinées volontairement ou non, et quelle qu'en soit la raison, sont celles qui subissent le plus de discriminations, leur situation génère des souffrances inimaginables et tant que tous les êtres humains, d'où qu'ils viennent et quelles qu'ils soient, ne pourront pas circuler librement et vivre où bon leur semble, nous serons à leurs côtés.

Nous ne lâcherons rien sur notre soutien aux foyers d'accueil de l'Arcom qui, plus

que jamais, sont nécessaires et insuffisants face au nombre croissant des demandes.

Le temps et la conséquence du travail de terrain de l'Arcom lui a permis de rencontrer une association marocaine «Maroc Solidarité Médico-sociale», née à la frontière d'Oujda, au nord-est du Maroc, et cette nouvelle alliance pourrait ouvrir des opportunités vers de possibles engagements sociaux et solidaires plus diversifiés. Mais ne mettons pas

la charrue avant les bœufs et soyons réalistes; la première urgence étant de pérenniser les actuels foyers, ce qui n'est pas encore gagné!

Nous comptons sur votre soutien pour qu'ils puissent continuer à exister et nous restons à votre disposition pour en parler, organiser des soirées d'informations ou tout autre formule souhaitée.

Marie-Pascale
membre du FCE-France

FRANCE/AGRICULTURE ET MIGRATION

L'Association A4

L'Association d'Accueil en Agriculture et Artisanat (A4) a vu le jour en France en 2021, et s'est officiellement créée en 2022. Nous étions quelques ami·es en banlieue parisienne, pendant le premier confinement (printemps 2020), à discuter sur le retour à la terre.

Nous sommes en Europe après des parcours migratoires, nous avons des galères de papiers, nous travaillons où nous pouvons, en ville, dans des métiers en tension où nous sommes exploité·es. Nous sommes considérées comme une main-d'œuvre bon marché, puisque nous ne pouvons prétendre à aucun droit. En effet, nous sommes ici, pas seulement pour nous, mais aussi pour aider nos familles au pays. Nous avons aussi du mal à trouver des hébergements stables. Nous voulons vivre dignement et travailler en étant épanoui·es. Certain·es de nous aimeraient s'installer et pratiquer le métier que nous pratiquions dans notre pays, à savoir travailler la terre, ou pratiquer l'artisanat (soudure, charpente...). D'autres aimeraient retourner dans leur pays en ayant acquis des compétences qui puissent être utiles là-bas pour nourrir nos familles (faire du fromage...). Mais tant que nos droits ne sont pas reconnus, nous ne pouvons prétendre qu'à la précarité et à vivre au jour le jour.

En parallèle, nous étions en contact avec des militant·es qui s'intéressent à l'état de l'agriculture paysanne en France. Dans les dix prochaines années, la moitié des agriculteur·trices vont partir à la retraite. L'agro-industrie se développe de plus en plus, l'étalement urbain ne s'arrête pas, les paysan·nes disparaissent. Certain·es d'entre nous ont travaillé dans des grosses exploitations agricoles. Encore une fois, nous étions une main-d'œuvre bon marché, nous faisons des tâches répétitives, sans rien apprendre, dans des conditions de vie qui pourraient être qualifiées d'esclavage. C'est alors que nous avons été invité·es à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (dans l'ouest de la France) pour témoigner sur notre expérience de travail dans l'agro-industrie. Cet événement a été l'occasion de rencontrer d'autres personnes qui souhaitaient retourner à la terre et qui avaient aussi des galères de papiers. Le projet de A4 s'est alors lancé.

Objectifs

A4 a pour objectif de tisser des liens entre les personnes des villes et celles des campagnes, les personnes cherchant à travailler ou se former avec celles souhaitant accueillir. L'idée

est de créer un réseau de lieux accueillants qui proposent des formations, des stages, des échanges, du travail, voire une installation, dans les domaines de l'agriculture ou de l'artisanat, pour faciliter la régularisation ou stabiliser la situation de chacun·e. Ainsi, nous allons à la rencontre de paysan·nes et d'artisan·es pour co-construire avec eux ce réseau et permettre un échange de savoir-faire et de compétences. À la fois pour que nous trouvions des conditions de travail correctes, ou des formations qui nous intéressent, et aussi pour comprendre les défis et les enjeux qui se posent aux paysan·nes et artisan·es aujourd'hui et chercher des solutions communes. Nous cherchons à être accueilli·es dans de bonnes conditions. Pour cela, nous avons créé un protocole d'accueil et mis en place un groupe de travail qui fait le lien entre le lieu accueillant et la personne accueillie. Un autre groupe de travail cherche un lieu à acquérir pour avoir nos propres activités et où pouvoir accueillir les personnes le souhaitant. D'autres groupes de travail enquêtent sur les questions juridiques, recherchent des financements possibles, réfléchissent aux façons de prendre soin les un·es des autres, ou encore créent un annuaire et une cartographie du réseau pour faciliter les échanges. Nous lançons également un travail d'enquête pour visibiliser l'exploitation dans l'agriculture.

Enquête agriculture et travail saisonnier

L'idée de ce travail est venue lors du voyage d'enquête en Bretagne. Suite à ce voyage s'est créé le groupe local A4 de Lannion. Nous étions beaucoup à travailler dans des exploitations agricoles sans avoir de papiers français ou en étant en demande d'asile. Nous sommes là, nous n'avons pas le droit de travailler mais nous travaillons, l'exploitant agricole en profite, nous sommes considérées comme de la main-d'œuvre pas chère et c'est pour ça que nous avons voulu lancer cette enquête. Ceci s'inscrit dans une longue histoire d'enquêtes, de luttes et de décisions de justice qui témoignent des conditions de travail déplorables, quasi-esclavagistes, des travailleu·euses étranger·es et notamment saisonnier·es en France. Depuis de nom-



dhal Chamekh, dessin de la série Le battement des ailes, 2016 - 2018



Où nous en sommes

En deux ans d'existence officielle, il y a déjà eu une cinquantaine d'accueils (formation conserverie, stage de cuisine, travail saisonnier, stage de boulangerie, maraîchage, chantiers...), une quinzaine de mises en relation, 3000 m² de serres en comodat à Lannion (avec des cultures de cacahuètes, piments, ananas...), 5 voyages-enquêtes, 5 groupes locaux à Grenoble, Lannion, St-Affrique, en Ile-de-France et en Anjou. Nous avons du mal à nous en rendre compte, et nous nous sentons encore aux débuts de cette aventure. Nous avons beaucoup à apprendre, et les rencontres nous permettent de trouver des solutions aux freins qui peuvent se poser: des groupements d'employeur·euses pour les paysan·nes qui ne peuvent pas dégager un salaire complet seul·es, des liens entre

breuses années et jusqu'à il y a quelques mois, des décisions de justice ont condamné des exploitants agricoles pour traite d'êtres humains. Notre démarche originale est celle d'une co-enquête menée avec et par les travailleur·euses étranger·es. Nous l'avons lancée concrètement en février 2024 en organisant à Lannion deux semaines de formation à l'enquête (prise de son et méthodologie) et en démarrant les entretiens. Dans un premier temps notre enquête se concentrera dans les Côtes-d'Armor où de nombreux cas d'exploitation de travailleur·euses étranger·es sont avérés mais qui est aussi un territoire d'organisation et de résistance. Nous mènerons cette enquête partout où nous le pourrons, dans toute la France, dès que nous en aurons les moyens.

Elle vise trois objectifs:

- dénoncer les conditions de vie dans l'agriculture,
- améliorer les conditions de travail par l'organisation des travailleur·euses elleux-mêmes,
- favoriser notre régularisation par tous les moyens légaux.

Nos résultats nous permettront également de faire du plaidoyer auprès des organisations syndicales, des collectivités locales et des institutions publiques. La réussite d'une agriculture paysanne passe par le combat contre l'exploitation et pour la régularisation des travailleur·euses étranger·es.

Nous rejoindre, nous soutenir

Que ce soit au sein de ce travail de recherche ou dans les nombreuses autres activités de l'association, il y a beaucoup de façons de nous soutenir, de s'impliquer. Aujourd'hui, nous sommes une quinzaine de personnes à porter le projet. Nous avons tou·tes été bénévoles dès le départ et courant 2023, nous avons commencé à recevoir un soutien financier, ce qui nous a permis de créer deux équivalents temps-plein pour nous permettre de continuer à nous investir pleinement. Il y a ensuite une centaine de bénévoles qui sont investi·es, soit dans des groupes de travail spécifiques, soit dans les groupes locaux. En effet, suite aux voyages-enquêtes qui nous permettent de découvrir différents territoires, des groupes locaux se forment et permettent aux dynamiques locales de s'autonomiser

pour continuer le lien avec les paysan·nes et artisan·es sur place et développer les échanges et le réseau. Le but premier de A4 est que l'association soit portée par ceux à qui elle s'adresse et non par ceux qui ont plus de facilités en français, ou dans la prise de parole ou de décision. Nous sommes convaincu·es que c'est en étant acteur/trices de nos vies que nous pourrons retrouver notre dignité.

Cela peut prendre du temps, mais nous préférons prendre ce temps: le temps de traduire, le temps d'expliquer, en veillant à ce que tou·tes comprennent et s'expriment, en nous accompagnant les un·es les autres dans les difficultés que nous pouvons traverser, et en cherchant l'efficacité dans l'implication active de chacun·e plutôt que dans la rapidité de nos avancées. De même, de nombreux comportements de racisme intégré sont à déconstruire, et nous nous formons pour améliorer un fonctionnement plus horizontal et respectueux. Nous faisons des réunions par visioconférence, en présentiel sur plusieurs jours tous les 3-4 mois, et nous fonctionnons par binômes ou trinômes, avec une personne qui maîtrise plus certains aspects d'un projet et l'autre d'autres, en observant et s'inspirant les un·es des autres. De cette façon, nous souhaitons que chacun·e puisse monter en compétences, se former et avancer dans ses projets. Que nous nous entraïdions, que nous travaillions ensemble, en partageant nos savoir-faire à chacun·e.

paysan·nes, personnes accueillantes et associations de soutien pour gérer ensemble l'accueil... D'autre part, nous souhaitons mettre en valeur nos compétences. En effet, même si nous n'avons pas de diplômes reconnus en France, nous maîtrisons des techniques et des savoir-faire que nous aimerions partager. Notre main-d'œuvre est extrêmement nécessaire à la société, nous pouvons trouver du travail facilement dans les grosses exploitations, mais nous ne voulons pas continuer à travailler dans des conditions de vie déplorables, où notre force de travail bénéficie à l'économie du pays sans rien nous apporter en retour. Parfois, il nous est aussi arrivé de travailler pour des paysan·nes, qui, par peur du regard des voisin·es, nous gardaient caché·es chez elleux lorsqu'il y avait le marché à la ferme. Ce sont des conditions dignes que nous cherchons, puisque du côté du travail en tant que tel nous sommes parfois déjà des expert·es. Et pour celleux qui ont envie de découvrir ces métiers, alors nous cherchons des formations accessibles et qui puissent déboucher sur du travail ou sur une amélioration de notre situation administrative.

Association A4*

* <https://a4asso.org/>

À l'heure où nous mettons sous presse, nous apprenons avec effroi le saccage de deux serres à Lannion, travaillées par des membres du groupe A4. Les messages laissés sur place ne laissent aucun doute sur la portée raciste et xénophobe de cet acte. Un avertissement de plus, s'il en fallait, des conséquences terrifiantes de l'accession au pouvoir de l'extrême droite en France.

Une nouvelle manipulation contre Pinar Selekt

La Cour d'appel d'Istanbul a décidé le 28 juin 2024, en présence d'une nombreuse délégation internationale des comités de solidarité, de continuer à réclamer le mandat d'arrêt international contre Pinar Selekt et de demander son extradition de France. Comme il est prouvé que l'accusation actuelle ne tient pas la route, une nouvelle construction a été ajoutée à la dernière minute par l'intermédiaire du ministère turc de l'Intérieur : Pinar Selekt aurait dirigé en avril de cette année une manifestation de l'"organisation terroriste" kurde PKK en France. Il s'agit là d'une nouvelle façon de la qualifier de terroriste afin de continuer à justifier sa persécution. En réalité, l'événement incriminé était une manifestation organisée par l'Université Côte d'Azur à Nice, animée par Pinar Selekt, au cours de laquelle des femmes kurdes exilées ont pris la parole. La défense a démasqué la tentative de manipulation devant le tribunal, ce qui a conduit le juge à reporter sans hésiter le procès au 7 février 2025. Il s'agit maintenant de maintenir la forte mobilisation pour cette date également.

Domenico Lucano enfin blanchi!

Acquitté, Mimmo Lucano rêve de propager le modèle d'accueil de son village à travers l'Europe. Lourdemment condamné en septembre 2021 pour «association de malfaiteurs aux fins d'immigration irrégulière», l'ancien maire calabrais Mimmo Lucano a été presque totalement blanchi par la justice le 12 avril. Il salue une «victoire morale» et se présente aux élections municipales et européennes qui se tiendront en juin. Un entretien réalisé par Nejma Brahim pour *Mediapart*.

L'ancien maire de Riace garde le sourire, malgré le véritable périple judiciaire qu'il a dû traverser ces dernières années. Domenico Lucano, que tout le monde surnomme «Mimmo», insiste: sa propre personne ne compte pas. Il regrette surtout que l'image de Riace, petite commune de Calabre où il vit, et dont il a été le maire entre 2004 et 2018, ait été entachée par les accusations dont il a fait l'objet.

À travers son acquittement récent, et quasi total, il estime que l'accueil de l'autre est enfin reconnu «comme une solution et une renaissance», notamment pour les terres désertées par la population. «C'est avant tout une victoire morale», souligne-t-il. Ce modèle vertueux d'accueil et de solidarité, ce «Village global» qu'il a contribué à développer au fil des ans, Mimmo Lucano aimerait le voir élargi à toute l'Europe, à l'heure où celle-ci tend plutôt à se barricader.

Pour tenter d'y parvenir, il a choisi de se présenter aux prochaines élections municipales, à Riace, qui se tiendront en même temps que les élections européennes, pour lesquelles il est également candidat sur une liste d'alliance entre les Verts et la gauche italienne. «Ce qu'on voudrait, c'est une nouvelle Europe qui deviendrait le salut du monde. Pas celle des barbelés, dont les politiques ont provoqué la mort de dizaines de milliers de personnes», dit-il. Entretien.

NB: Vous sortez d'un sacré feuilleton judiciaire...

Domenico Lucano: Oui. Un périple judiciaire. C'est mon histoire, mais c'est surtout celle d'une petite communauté, celle de Riace. Un petit bout de la périphérie européenne, avec sa mer Méditerranée, une sorte d'autoroute des pays arabes vers l'Europe. Mais c'est aussi la mer de la tragédie du monde. La Méditerranée a malheureusement changé de couleur, passant du bleu, du vert, au rouge, la couleur du sang. Le sang de beaucoup d'hommes et de femmes qui ne sont pas arrivés au bout de leur chemin. La mer est devenue un piège à leur tentative de bonheur. Elle a pris la couleur de la mort. Au cœur de l'histoire de Riace, il y a surtout un combat, devenu très médiatique, pour l'accueil de l'autre et pour un idéal politique différent.

Beaucoup de réfugiés afghans fuyant les talibans sont arrivés en Calabre. Je pense aussi à cette tragique nuit d'hiver, le 26 février 2023, durant laquelle les secours ne sont pas venus. Le ministère de l'Intérieur a organisé l'arrivée de la douane plutôt que celle des garde-côtes, qui avaient pourtant les moyens de les sauver. Quatre-vingt-quatorze personnes ont perdu la vie, après avoir passé cinq jours en mer, dont beaucoup d'enfants. En 2022, l'actuel ministre de l'Intérieur a utilisé

ces mots terribles s'agissant des migrants: il s'agit de «charges résiduelles». Le gouvernement italien fêtait l'anniversaire de Salvini pendant que les familles pleuraient leurs morts. C'est sans doute le moment le plus déplorable. Il ne sert à rien d'être parmi les grandes puissances mondiales ou de surveiller sa croissance économique quand on est capable d'un tel cynisme face à la vie humaine. La droite a montré son vrai visage.

Je crois qu'il n'y a pas de différence en Italie. «Extrême» est un adjectif, mais la droite est le lieu commun de la déshumanisation. On a vu différentes tentatives du ministère de l'Intérieur pour empêcher les migrants de débarquer en Italie. Le paradoxe, c'est de constater qu'un gouvernement indigne, qui s'illustre par son inhumanité, grimpe dans les sondages. Faire face à ce gouvernement en Italie, en usant d'une parole libre, ne provoque en retour que des coups de matraque. C'est du jamais vu. Il y a une dérive de la droite en Italie.

NB: Ce contexte politique vous a aussi valu une lourde condamnation en 2021 – 13 ans de prison et 500.000 euros d'amende, pour «association de malfaiteurs aux fins d'immigration irrégulière». Comment l'avez-vous vécue?

Le 4 octobre 2018, à l'aube, j'ai vu des voitures arriver chez moi pour m'arrêter. Cela a marqué le début d'une histoire hallucinante, qui a duré presque sept ans. Quand j'ai été condamné en première instance, le 30 septembre 2021, le sentiment qu'il s'agissait d'un procès politique s'est vite propagé en Italie. On m'a contraint à m'éloigner de Riace durant onze mois, alors que j'avais donné ma vie pour cette terre. Il y a eu une manifestation d'ampleur à Rome, un ex-sénateur a lancé une collecte de fonds destinée à régler l'amende dont je faisais l'objet.

La collecte a rencontré un succès fou. Mais je lui ai dit que je n'en voulais pas. Je voulais simplement continuer d'accueillir les réfugiés à Riace, et on a construit le Village global, avec une crèche pour 12 enfants immigrés et plein d'activités. On a tout fait pour continuer de faire exister ce monde-là. J'ai donc vécu cette condamnation avec sérénité, parce que j'ai pu profiter de la solidarité de la population italienne et du reste du monde, qui se raccrochait à la seule perspective de la fraternité.

Je suis conscient que le fait qu'un petit village de Calabre puisse devenir un exemple pour l'accueil des personnes exilées a beaucoup gêné. Le modèle «Riace» a fait peur au système néolibéral. Mais l'ennemi n'est pas l'étranger ou celui qui lui vient en aide: ce n'est autre que cette nouvelle vague de fascisme qu'il y a en Europe et dans le monde,

qui ne cherche qu'à fermer les frontières et à créer des forteresses. Je regrette d'avoir vu, après tant d'années de propagande, une forme d'égoïsme s'installer dans l'esprit des gens, tel un consensus politique.

NB: Comment vous sentez-vous aujourd'hui, après cette réhabilitation par la justice?

Je vais bien. Deux de mes enfants sont à Rome, le troisième habite avec mon épouse, et je suis seul à Riace. La plupart de mes proches ont vécu l'acquiescement comme une libération. Au niveau local, il y a eu une solidarité immédiate, y compris de la part de personnes qui ne partageaient pas ma vision politique. Mais le plus merveilleux dans cette fin de feuilleton, ce n'est pas l'acquiescement en soi, ce sont les motivations des juges. Ces derniers ont attendu 90 jours pour les rendre publiques et signifier au reste de monde qu'on ne touchera pas au message politique pour lequel je me suis battu.

Je suis persuadé que d'une petite chose peut naître une grande chose.

Iels ont rétabli la vérité et confirmé que je n'avais pas pensé à profiter une seconde du système d'accueil que j'avais mis en place à Riace, ni que j'avais pu m'enrichir par ce biais. Ce n'est donc pas un acquiescement technique ou juridique. C'est un acquiescement moral. Et pour la première fois dans l'histoire des migrations, l'immigration en Italie peut enfin être regardée sous une lumière totalement opposée à celle proposée par certains politiciens. L'accueil de l'autre est enfin reconnu comme une solution et une renaissance. C'est avant tout une victoire morale, et cela vaut plus que tout.

NB: Vous avez fait le choix de revenir en politique, en vous présentant aux municipales à Riace mais aussi aux européennes, sur la liste des Verts et de l'Alliance de gauche (Alleanza Verdi e Sinistra) – élections qui se tiendront toutes deux les 8 et 9 juin prochains. Est-ce que votre acquiescement a joué dans votre décision?

Non, car je n'ai jamais perdu ce désir d'engagement politique. La politique, pour moi, se résume à l'espoir, et je n'ai jamais été fatigué à l'idée de continuer d'espérer. Dès le départ, le Village global a été conçu comme un laboratoire politique au niveau local. Cela a d'ailleurs été l'opportunité de multiples réunions, prises de décision collectives et autres activités communes. C'est dans cette démarche que nous avons donc voulu réunir la gauche au-delà du Parti démocrate (Partito Democratico), dont Elly Schlein est la secrétaire.

Ça n'a pas été facile. Les responsables du parti n'en ont pas tenu compte, alors on a trouvé une coalition à gauche du Parti démocrate. Les Verts et l'Alliance de gauche italienne m'ont demandé si je voulais participer aux européennes. Et avec tous les camarades de Riace, on a dit oui. C'était une envie partagée, parce que les positions qu'ils défendaient contre la guerre, en faveur de l'accueil des exilés ou encore pour une loi pour le salaire minimum en Italie correspondaient à mes choix politiques. Un jour, j'aimerais qu'il y ait un panneau «Village de l'accueil» un peu partout dans les communes d'Europe!

Mais force est de constater que l'on observe plutôt une politique de rejet en Europe...

À Riace, on a réussi à l'échelle d'une toute petite réalité. Un village de quatre cents habitants est désormais connu pour sa politique d'accueil. À l'échelle européenne, nous ne serons peut-être plus là pour observer ce changement de paradigme. Mais je suis persuadé que d'une petite chose peut naître une grande chose. Je suis heureux que figure sur notre liste la candidate Ilaria Salis, arrêtée par Viktor Orbán en Hongrie pour son engagement contre le fascisme. Nous avons une histoire similaire, elle se bat pour le respect des droits humains. Lorsque j'ai vu les images d'elle à la télévision, la montrant menottée, j'ai été fier de la savoir à mes côtés dans cette aventure au niveau européen.

NB: Le pacte migratoire européen a été adopté dans la douleur il y a peu. Êtes-vous inquiet de voir cette politique de repli concrétisée à l'échelle européenne à travers ces textes?

Ce pacte est absurde. Je n'en partage pas les objectifs, évidemment. On voit partout des tentatives d'affaiblir le droit d'asile, y compris en Italie, ou de créer des sortes de voies de déportation vers des pays tiers tels que l'Albanie, où le respect des droits humains n'est pas garanti. C'est triste quand on voit ce qu'on a été capables de faire à notre petite échelle. Je pense que la droite souffre d'un syndrome de la peur de l'être humain. C'est ce qu'on observe en Italie mais aussi en Europe. Ce qu'on voudrait, c'est une nouvelle Europe qui deviendrait le salut du monde. Pas celle des barbelés, dont les politiques ont provoqué la mort de dizaines de milliers de personnes.

NB: Pourquoi vous présenter à deux élections, à deux échelles différentes?

C'est une question redoutable (rires). Je ne veux pas devenir un bureaucrate. Je mettrai la même conviction à l'échelle européenne

et je ne ferai de concession à personne: les profits de la politique ne m'intéressent pas. Et j'ajouterais que, paradoxalement, je suis d'accord avec la manière dont Matteo Salvini m'a défini un jour, lorsqu'une personne lui a demandé ce qu'il pensait de moi. Il a répondu: «Il vaut zéro.» Ça me convient assez bien, je considère que je ne suis personne. Ce qui est sûr, c'est que j'ai à cœur de poursuivre mon engagement au niveau local et européen. En Italie, la loi permet d'être à la fois maire et député européen.

Alors, bien sûr, les possibilités sont multiples: je peux être élu maire de Riace, être élu député européen ou les deux, ou pas élu du tout. Je continuerai dans tous les cas à développer le modèle Riace, et j'aimerais élargir ce modèle d'accueil à d'autres communes en Italie, et à d'autres États en Europe, un modèle en faveur de l'accueil qui permet aussi de contrer le déclin démographique. Et pour aller plus loin, j'aimerais également créer une collectivité de communes qui partagerait une monnaie unique, pour nous permettre de sortir de ce néolibéralisme, qui détruit notre économie et notre démocratie, tout en valorisant le travail fourni au sein de la communauté.

Un épilogue réjouissant

Avec 46,31% des voix obtenues lors des élections municipales à Riace - soit de loin le plus grand nombre! - Mimmo Lucano sera selon toute vraisemblance réélu maire.

Il a également été élu au Parlement européen !

Nejma Brahim
Mediapart

* Nejma Brahim est journaliste. En 2020, elle a rejoint le pôle International de Mediapart où elle se consacre aux migrations. Mediapart est un quotidien d'actualité numérique français reconnu pour la qualité de son journalisme d'enquête et ayant une ligne éditoriale orientée à gauche, le site est disponible en français, anglais et espagnol. <mediapart.fr>

L'AIR DU TEMPS

À contre-courant

Au retour d'une visite à des ami-es dans le Mecklembourg, en Allemagne de l'Est, je me trouve dans un bus entre Malchin et Waren. Un jeune homme au crâne rasé à blanc, qui était assis devant moi, descend dans l'un des villages pour se diriger directement vers une maison avec deux immenses drapeaux qui masquent plusieurs fenêtres: un noir-rouge-or et un noir-rouge-blanc, celui des «citoyens du Reich». La tête me tournait déjà, à la vue des emblèmes évidents sur son T-shirt noir, maintenant je commence à avoir la nausée. En partie parce que je réalise que la situation en Autriche et en France, les pays où je suis chez moi, n'est pas très différente. Même en Suisse, l'extrême droite a de plus en plus sa place. Au vu de la situation politique en Europe, illustrée par le résultat des élections parlementaires européennes, nous ne pouvons en fait que nous dire: «Ne pas abandonner! Ne pas jeter l'éponge! Ne pas se résigner! Ne jamais oublier!» Aussi difficiles que soient les années à venir – en particulier pour toutes celles et ceux soupçonné-es de ne pas appartenir au pays dans lequel iels vivent ou souhaitent vivre –, il faut continuer à se battre.

Trop de gens croient déjà à la fable de l'invasion étrangère et marchent sur des cadavres pour sauver leur statu quo et ce qu'ils appellent leurs biens, de celles et ceux qu'ils considèrent comme inférieur-es.

Une de mes amies, qui travaille dans le Mecklembourg avec des enfants immigré-es et allemand-es, me dit qu'elle a honte chaque jour – des Allemand-es.

Nous devons nous battre de toutes nos forces contre le glissement à droite, essayer de contrer cette évolution.

Avec celles et ceux qui sauvent des personnes en Méditerranée, qui s'engagent pour la paix au Proche-Orient ou qui prennent en charge les réfugié-es de guerre en Ukraine et partout ailleurs.

S'opposer à une tendance qui menace de nous submerger – avec toutes celles et ceux qui sont conscient-es de l'immense danger de cette évolution.

Constanze Warta
Rédactrice Archipel

HAUT-PARLEUR



Solidarité sans frontières

Suisse-Asile

Halte aux abus de l'UDC* en matière d'asile!

Non à l'initiative illégale sur la protection des frontières!

Le 25 mai 2024, lors d'un congrès spécial à Bâle, l'UDC a décidé de lancer sa soi-disant «initiative sur la protection des frontières». Les mois précédents, une attaque frontale contre le droit d'asile suisse s'était déjà dessinée. Le texte de l'initiative publié aujourd'hui est très clair: le parti va droit au but. Non seulement il veut abolir le droit d'asile et le statut d'admission provisoire, mais il veut aussi rendre illégal et expulser du pays une grande partie des réfugié-es. Ce faisant, il rompt avec le droit international public et s'attaque en même temps à des éléments centraux de la Constitution fédérale suisse.

On connaissait déjà les exigences de contrôles systématiques aux frontières suisses (incompatibles avec l'Accord de Schengen), les refus d'entrée et les rejets de demandeur-euses d'asile en cas d'entrée par des pays tiers (qui reviennent à légaliser les *pushbacks* en plein cœur de l'Europe) ainsi que le plafond de 5000 demandes d'asile par an (contraire à la Convention de Genève sur les réfugié-es). S'y ajoutent désormais la suppression complète de l'admission provisoire (statut F), l'obligation d'expulsion des sans-papiers dans un délai de 90 jours, associée à une obligation d'annonce pour les services publics, ainsi que l'exclusion des demandeur-euses d'asile débouté-es et des sans-papiers des assurances sociales et maladie suisses – en visant ouvertement l'aide d'urgence inscrite dans la Constitution fédérale.

Face à cette coupe sombre dans le droit d'asile et des étranger-es, il n'y a qu'un seul mot d'ordre:

Stopper les abus de l'UDC en matière d'asile! Non à l'initiative illégale sur la protection des frontières!

Sur operation-libero.ch/fr/initiative-frontiere-invalidée, vous pouvez signer la demande adressée au Parlement suisse de déclarer invalide l'initiative de l'UDC sur la protection des frontières. Plus nous serons nombreux/ses à signer cette demande, plus il sera possible de respecter le droit international, dont l'article 25 stipule que «nul·le ne peut être expulsé·e vers un État où iel risque d'être soumis·e à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels et inhumains».

Simon Noori
Solidarité sans Frontières

* L'Union démocratique du centre est un parti politique suisse conservateur, nationaliste et populiste, classé de la droite à l'extrême droite.